



Toutes et tous en grève le 5 décembre ! Et après on s'organise jusqu'à la victoire !

La CNT-TEFP appelle à se joindre à la mobilisation du 5 décembre prochain et à construire les bases d'un mouvement fort qui permettra de faire reculer le gouvernement.

■ Une énième cure d'austérité

Le gouvernement Barnier, dans la continuité des précédents gouvernements, prévoit de faire payer une dette directement issue des cadeaux faits aux plus riches et à la bourgeoisie ces dernières années, aux classes populaires et aux services publics.

C'est près de 40 milliards de baisse des dépenses publiques qui sont ainsi annoncées dans le budget 2025. Des milliers de postes vont encore disparaître dans la fonction publique particulièrement, comme à l'accoutumée, dans les ministères sociaux (dont le ministère du travail). La défense et l'intérieur sont eux épargnés, signifiant ainsi les choix politiques de Macron et de son gouvernement.

Pour justifier cette pilule amère, le gouvernement se remet notamment à entonner la vieille démagogie anti-fonctionnaires par l'intermédiaire du nouveau ministre de la fonction publique Guillaume Kasbarian, en stigmatisant les fonctionnaires malades.

Le projet du gouvernement comprend le passage d'un à trois jours de carence pour arrêt maladie, la baisse de l'indemnisation de l'arrêt maladie, la fin de la garantie individuelle de pouvoir d'achat (GIPA) et le gel du point d'indice pour 2024.

Au-delà, Kasbarian semble bien décidé à poursuivre les attaques contre les fonctionnaires, leur statut, pour mieux démanteler les services publics en annonçant vouloir « débureaucratiser » la fonction publique. S'il a temporairement renoncé à reprendre la totalité du projet de loi dit « Guérini » qui prévoyait de s'attaquer à la rémunération par grade et par ancienneté au nom du « mérite », il faut rester vigilant contre toute nouvelle attaque et aux garanties de notre statut.

D'ores et déjà 21 milliards d'économies sont prévues pour les dépenses d'Etat. Notre ministère qui a perdu 16% de ses effectifs entre 2015 et 2021 et 17% d'agents de contrôle entre 2010 et 2024 se voit à nouveau particulièrement ciblé avec 2,3 milliards d'économie.

■ Et pourtant, de l'argent il y en a...

Toutes ces attaques contre les fonctionnaires sont des leurres pour détourner notre attention et éviter ainsi que l'on cherche l'argent là où il se trouve.

Les cours boursiers, les profits des entreprises et les dividendes des actionnaires sont en hausse record. Ces masses d'argent, c'est l'exploitation du travail qui les a produites, elles doivent revenir aux travailleur-euses ! Depuis des années, la sphère patronale et actionnariale est subventionnée par l'argent public (exonérations de cotisations sociales ou fiscales, aides...). Ces politiques doivent cesser pour permettre de sortir les services publics des logiques d'austérité et revaloriser les personnels. Ce n'est pas aux services publics et aux personnels de payer la crise budgétaire créée par les gouvernements successifs.

Un mouvement social ça ne tombe pas du ciel, alors il est indispensable de se structurer à la base et de faire grandir nos outils d'auto-organisation. Rassemblons-nous dans les assemblées générales, dans les réunions syndicales, (ré)activons les caisses de grève pour les collègues les plus précaires. C'est nous qui faisons fonctionner les services.

C'est nous qui travaillons alors c'est nous qui pouvons décider de bâtir un mouvement fort. C'est seulement en arrêtant le travail et en organisant la résistance collective en lien avec les autres secteurs professionnels que nous pourrons mettre en échec ces politiques dont plus personne ne veut.

Si la grève du 5 décembre doit être massive, une seule date ne suffira pas : le mouvement devra s'inscrire dans la durée pour être victorieux !

Ensemble, revendiquons :

- l'abandon du jour de carence en cours actuellement ;
- une revalorisation progressive des salaires en partant des catégories C et B pour réduire les écarts salariaux et vers l'égalité salariale ;
- l'indexation des salaires sur la hausse des prix ;
- la redistribution des richesses pour un plan d'urgence pour des services publics de qualité, sans profits et d'égal accès à tous et toutes : recrutements et titularisations à hauteur des besoins, maintien d'un maillage territorial fort ;
- l'abandon de la réforme des retraites 2023 et de toutes les contre-réformes depuis 1993 ;
- l'abandon du projet de rémunération au mérite dans la Fonction publique.

30 novembre 2024



<http://cnt-tas.org>

Fédération

Travail, **E**mploi et
Formation **P**rofessionnelle



 cnt_tefp

 cnttefp

 federation.cnt.tefp

 Cnt Tefp

 federation@cnt-tas.org